



## **ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE (MOE)**

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

---

#### **PROCÉDURE ADAPTÉE**

---

**Accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour le suivi des travaux de mise en sécurité et en conformité des réseaux sur 6 ports**

---

**HAROPA PORT | DT Paris**

**Agence Paris Seine**

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

## SOMMAIRE

<b>Préambule .....</b>	<b>5</b>
<b>Label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) .....</b>	<b>5</b>
<b>Clause relative à la Charte de déontologie de HAROPA PORT   Paris .....</b>	<b>5</b>
<b>Protection et confidentialité des lanceuses et lanceurs d'alerte .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 1. Objet et caractéristiques générales de l'accord-cadre.....</b>	<b>7</b>
<b>1-1. Objet de l'accord-cadre .....</b>	<b>7</b>
<b>1-2. Maître d'œuvre.....</b>	<b>7</b>
<b>1-3. Sous-traitance.....</b>	<b>8</b>
<b>1-4. Contenu de la mission .....</b>	<b>8</b>
<b>1-4.1. Eléments de mission (identiques pour chaque port) : .....</b>	<b>8</b>
<b>1-5. Décomposition en tranches et en lots .....</b>	<b>8</b>
<b>1-6. Fractionnement de l'accord-cadre .....</b>	<b>8</b>
<b>1-7. Intervenants.....</b>	<b>9</b>
<b>1-7.1. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS).....</b>	<b>9</b>
<b>1-7.2. Ordonnancement, pilotage et coordination .....</b>	<b>9</b>
<b>1-7.3. Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants .....</b>	<b>9</b>
<b>1-8. Dispositions générales .....</b>	<b>10</b>
<b>1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail</b>	<b>10</b>
<b>1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....</b>	<b>10</b>
<i>1-8.2.1. Intervenants étrangers .....</i>	<i>10</i>
<i>1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....</i>	<i>11</i>
<b>1-8.3. Assurances.....</b>	<b>12</b>
<b>Article 2. Pièces contractuelles .....</b>	<b>13</b>
<b>2-1. Hiérarchie des documents contractuels.....</b>	<b>13</b>
<b>2-2. Conformité des documents contractuels applicables .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 3. Durée de l'accord-cadre .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 4. Prix de l'accord-cadre .....</b>	<b>14</b>
<b>4.1. Forme des prix .....</b>	<b>14</b>
<b>4.1.1. Nature des prix .....</b>	<b>14</b>
<b>4.1.2. Unité monétaire .....</b>	<b>14</b>
<b>4.2. Contenu des prix .....</b>	<b>15</b>
<b>4 -3. Variation des prix.....</b>	<b>16</b>
<b>4-3-1. Formule de révision des prix .....</b>	<b>16</b>

4-3-2. Périodicité de la révision des prix .....	16
4-4. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	16
4-5. Modalités de paiement .....	17
4-6. Paiement des cotraitants .....	17
4-7. Paiement des sous-traitants .....	17
Article 5. Modalités d'exécution des prestations .....	18
5-1. Lieux d'exécution .....	18
5-2. Pilotage de l'accord-cadre.....	18
5-3. Exécution des bons de commande.....	18
5-4. Délais d'exécution.....	19
5-4-1. Fixation des délais d'exécution .....	19
5-4-2. Point de départ des délais d'exécution.....	19
5-4-3. Décompte des délais d'exécution .....	19
5-4-4. Expiration des délais d'exécution.....	20
5-4-5. Prolongation des délais d'exécution.....	20
5-5. Ajournement des prestations .....	20
5-6. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du maître d'œuvre	20
Article 6. Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux.....	21
6-1. Suivi de l'exécution des travaux.....	21
6-2. Ordres de service .....	21
Article 7. Délais d'exécution et pénalités.....	21
Constitution du (ou des) dossier(s) des ouvrages exécutés .....	22
Article 8. Obligations générales des parties.....	22
8-1. Obligation HAROPA PORT   Paris.....	22
8-1-1. Représentation HAROPA PORT   Paris.....	22
8-1-2. Forme des notifications et des informations .....	22
8-1-3. Données d'entrée .....	23
8-2. Obligation du maître d'œuvre.....	24
8-2-1. Représentation du maître d'œuvre.....	24
8-2-2. Obligation d'informer HAROPA PORT   Paris de tout changement de situation	24
8-2-3. Obligation de conseil.....	25
8-2-4. Obligations relatives à l'équipe et au personnel du maître d'œuvre	25
8-2-5. Obligations en matière de cotraitance.....	26
8-2-6. Obligations en matière de sous-traitance.....	27
Article 9. Protection des données personnelles .....	29
9-1. Description du traitement .....	29

9-2.	Obligations du maître d'œuvre .....	29
9-3.	Obligations du HAROPA PORT   Paris .....	30
9-4.	Sous-traitance.....	30
9-5.	Aide du maître d'œuvre et droit des personnes concernées .....	30
9-6.	Notification des violations de données à caractère personnel .....	30
9-7.	Délégué à la protection des données.....	31
9-8.	Registre des catégories d'activités de traitement.....	31
9-9.	Sort des données.....	31
Article 10. Obligations de confidentialité.....		31
Article 11. Achèvement de la mission .....		32
Article 12. Modalités de paiement .....		32
12-1.	Avance .....	32
12-4.	Contrôle des factures par HAROPA PORT   Paris .....	34
12-5.	Modalités de paiement .....	35
12-6.	Paie ment des cotraitants.....	35
12-7.	Paie ment des sous-traitants.....	35
Article 13. Règle ment des litiges / Résiliation.....		36
13.1.	Règle ment des litiges .....	36
13.2.	Résiliation .....	36

## **Préambule**

### **Label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR)**

HAROPA PORT | Paris a obtenu le 16 juin 2020 le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 :2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats.

À ce titre, HAROPA PORT | Paris souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et du label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le maître d'œuvre s'engage à informer HAROPA PORT | Paris de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 :2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>. »

### **Clause relative à la Charte de déontologie de HAROPA PORT | Paris**

Afin de prévenir les risques éthiques, HAROPA PORT | Paris s'est dotée d'une Charte de déontologie, code de bonne conduite définissant les règles de comportement de l'ensemble de ses collaborateurs.

En effet, dans le cadre de leurs fonctions, les collaborateurs de HAROPA PORT | Paris sont amenés à être fréquemment en relation avec les fournisseurs directement ou indirectement tout au long du processus achat.

HAROPA PORT | Paris s'engage d'une part à garantir que tout acte d'achat est exécuté dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique (article L3 du code de la commande publique) et s'engage d'autre part à lutter contre la corruption sous toutes ses formes.

À son niveau chaque collaborateur est appelé à exercer ses missions en participant à la prévention de la fraude et à éviter toute situation de conflit d'intérêt.

La Charte de déontologie de HAROPA PORT | Paris est disponible sur demande.

## **Protection et confidentialité des lanceuses et lanceurs d'alerte**

En application de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 et du décret n° 2017-564 du 19 avril 2017, tout opérateur économique de HAROPA PORT | Paris qui viendrait à connaître, dans le cadre de la passation, de l'attribution ou de l'exécution du présent accord-cadre, la commission par un salarié de HAROPA PORT | Paris d'un crime, d'un délit, d'une violation grave et manifeste de la loi ou du règlement, d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ou d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ou d'une menace ou d'un préjudice graves pour l'intérêt général peut adresser un signalement sous la forme d'un mail à l'adresse suivante : [lanceur.alerte@haropaport.com](mailto:lanceur.alerte@haropaport.com)

L'auteur du signalement fournit tous faits, informations ou documents quels que soient leur forme ou leur support de nature à étayer son signalement lorsqu'il dispose de tels éléments.

L'attention est attirée sur le fait que ce signalement doit être effectué de bonne foi et être désintéressé. Il doit porter sur des faits dont l'auteur du signalement a personnellement eu connaissance. Enfin, ce signalement doit être effectué par une personne physique et non pas au nom d'une personne morale ou par une personne morale.

Un accusé réception sera adressé à l'opérateur économique.

HAROPA PORT | Paris garantit la stricte confidentialité de l'auteur du signalement, des faits objets du signalement et des personnes visées.

## **Article 1. Objet et caractéristiques générales de l'accord-cadre**

### **1-1.      *Objet de l'accord-cadre***

Conformément aux dispositions des articles L2431-1 et L2431-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre a pour objet le ***suivi des travaux de mise en sécurité et en conformité des réseaux sur 6 ports.***

#### **Périmètre de la mission**

Les ports concernés par cet accord-cadre sont les suivants :

- Port de la Gare,
- Port de Javel Bas,
- Port de Grenelle,
- Port de la Rapée,
- Port de Suffren,
- Port de Debilly.

#### **Contexte de la mission**

Dans le cadre de l'amélioration des infrastructures portuaires parisiennes, il a été constaté que certains réseaux d'Adduction en Eau Potable (AEP), d'électricité et, dans certains cas, de télécommunications nécessitent une mise aux normes. L'agence Paris Seine a mené des études approfondies sur six ports afin d'identifier les anomalies et les axes d'amélioration.

Le présent accord-cadre a pour objectif de ***suivre les travaux relatifs à mise en sécurité et à la conformité de ces réseaux.*** Actuellement, de nombreux regards sont partagés par les réseaux AEP, électriques et parfois télécoms, ce qui représente une non-conformité et un risque.

***L'enveloppe prévisionnelle des travaux est estimée à 1 300 000,00 € HT et la durée prévisionnelle des travaux est de 12 mois maximum.***

La liste des travaux à réaliser par le titulaire du marché de travaux se trouve dans le document en annexe « *Diagnostic et propositions des mises en sécurité et en conformité des réseaux des ports* ».

#### **Missions du prestataire**

Les missions confiées au prestataire dans le cadre de cet accord-cadre sont les missions de maîtrise d'œuvre suivantes :

- VISA des études d'exécution,
- DET (Direction de l'Exécution des Contrats de Travaux),
- OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination),
- AOR (Assistance aux Opérations de Réception).

Ces missions s'effectueront sur chaque port listé ci-dessus.

Les attentes des missions sur chaque port sont détaillées dans le CCTP.

### **1-2.      *Maître d'œuvre***

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG MOE sont applicables.

Il est exigé que le personnel de l'équipe de maîtrise d'œuvre soit d'une qualification appartenant aux métiers de base correspondant à la prestation réalisée. Il est réputé compétent dans tous les domaines techniques concernés par l'étude et la réalisation des systèmes objets du présent accord-cadre.

Il est de même recherché de bonnes capacités d'adaptation vis-à-vis de l'environnement technique des prestations, et des outils micro-informatiques mis en œuvre.

Le personnel de l'équipe de maîtrise d'œuvre devra maîtriser l'usage des logiciels bureautiques ; ils devront adopter les versions de logiciels, modèles, présentations, et méthodes de travail utilisées par le Maître d'Ouvrage.

L'affectation du personnel à l'exécution d'un élément de mission est de la responsabilité du maître d'œuvre.

### **1-3. Sous-traitance**

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG MOE sont applicables.

### **1-4. Contenu de la mission**

Le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre est celui décrit, pour les ouvrages d'infrastructure, dans les articles R. 2431-24 et suivants du code de la commande publique et dans l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Après chaque élément de mission MOE, la MOA peut mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre.

La mission de maîtrise d'œuvre comprend notamment, outre les dispositions des textes cités précédemment, les missions complémentaires précisées ci-après.

#### **1-4.1. Éléments de mission (identiques pour chaque port) :**

Il sera demandé par le maître d'ouvrage, pour chaque port cité ci-dessus les missions suivantes :

- VISA : Examen de la conformité au projet et les visas des dossiers d'exécution réalisés par les entreprises
- DET : Direction de l'Exécution des contrats de Travaux (dont EXE)
- OPC : Ordonnancement, Coordination et Pilotage du chantier
- AOR : Assistance au maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44 du CCAG Travaux

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas alloties.

### **1-6. Fractionnement de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de **90 000,00 € H.T.** pour la durée globale de l'accord-cadre.



## **1-7. Intervenants**

### **1-7.1. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)**

L'opération relève de la catégorie 3, conformément aux articles L. 4531-1 et R. 4531-1 du code du travail.

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent accord-cadre sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS sera attribuée dès la phase d'avant-projet AVP, le nom du coordonnateur SPS ainsi que celui de la personne physique seront alors communiqués au maître d'œuvre.

### **1-7.2. Ordonnancement, pilotage et coordination**

La mission OPC est confiée au maître d'œuvre.

### **1-7.3. Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants**

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

## **1-8. Dispositions générales**

### **1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le maître d'œuvre est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le maître d'œuvre doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du maître d'ouvrage, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du maître d'ouvrage, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-MOE.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le maître d'œuvre est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du de l'accord-cadre, le maître d'œuvre, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le maître d'œuvre s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### ***1-8.2.1. Intervenants étrangers***

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le maître d'œuvre est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le maître d'œuvre, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le maître d'œuvre doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des

salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le maître d'œuvre s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le maître d'œuvre entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N° ..... du ..... ayant pour objet ..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».*

#### *1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales*

##### *a/ Désignation d'un représentant du maître d'œuvre*

Le maître d'œuvre établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent accord-cadre doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### *b/ Documents à produire*

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le maître d'œuvre doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre par le maître d'œuvre ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du maître d'œuvre doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le maître d'œuvre de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie l'accord-cadre aux torts du maître d'œuvre dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG.

### 1-8.3. Assurances

#### A . Assurance de responsabilité civile décennale

D'une façon générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes qui régissent la garantie décennale des constructeurs.

#### B . Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le maître d'œuvre et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile autre que décennale en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception ainsi que la garantie décennale.

Leurs polices doivent apporter les garanties suivantes :

- dommages corporels
- dommages matériels et immatériels consécutifs ou non

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le maître d'œuvre doit fournir une attestation avant la notification de l'accord-cadre, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

## **Article 2. Pièces contractuelles**

### ***2-1. Hiérarchie des documents contractuels***

Les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre d'importance décroissante, sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (le bordereau de prix (BP) et son cadre de comparaison des offres (CCO)) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique du maître d'œuvre composée de pièces écrites et éventuellement graphiques (cadre de mémoire technique **à remplir**) ;

#### **Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 4-3 du présent CCAP :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Les Clauses du Cahier des Clauses Administratives générales applicables aux marchés publics de MOE et de travaux (CCAG Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.

Le CCAG de maîtrise d'œuvre et le CCAG Travaux bien que non joints au dossier de consultation des entreprises est réputé connu par le maître d'œuvre. Celui-ci lui reconnaît expressément leur caractère contractuel.

L'ensemble de ces pièces constitutives est classé par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre ces pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties.

### ***2-2. Conformité des documents contractuels applicables***

L'exemplaire original des pièces susvisées, conservé dans les archives HAROPA PORT | Paris, est le seul exemplaire qui fait foi pendant l'exécution du l'accord-cadre.

Tous les documents faisant partie de l'accord-cadre sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre de l'article 2-1 n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Le maître d'œuvre a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler à HAROPA PORT | Paris, dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art.

Si, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le maître d'œuvre détecte des manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et l'accord-cadre, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement HAROPA PORT | Paris de ces manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences, sans qu'il puisse s'en prévaloir à défaut.

### **Article 3. Durée de l'accord-cadre**

Le présent accord cadre entre en vigueur à compter de sa date de notification et est conclu pour une durée ferme d'**un (1) an**.

À l'issue de cette période, le présent accord cadre prendra fin de plein droit, sans possibilité de reconduction tacite ou expresse. Aucune reconduction de l'accord cadre ne sera opérée.

Le délai d'exécution des prestations sera précisé sur chaque bon de commande, il court à compter de la date de notification du bon de commande au titulaire jusqu'à l'extinction de la garantie de parfait achèvement.

**Chaque port fera l'objet d'un bon de commande.**

### **Article 4. Prix de l'accord-cadre**

#### ***4.1. Forme des prix***

##### ***4.1.1. Nature des prix***

Les prestations seront réglées suivant la forme de prix suivante : prix unitaires et forfaitaires.

Un prix unitaire est un prix appliqué aux quantités réellement livrées ou exécutées. Est ainsi unitaire, tout prix qui sera multiplié par la quantité effectivement livrée ou exécutée pour déterminer le montant du règlement.

Un prix forfaitaire est un prix qui rémunère le titulaire de l'accord-cadre pour une prestation ou un ensemble de prestations, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Les prix (unitaires et forfaitaires) figurent dans le Bordereau des Prix (BP).

##### ***4.1.2. Unité monétaire***

L'unité monétaire retenue dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre est l'EURO.

L'ensemble des documents faisant apparaître des prix (unitaires et/ou forfaitaires) doit être obligatoirement exprimé en euro.

En cas de non-respect du présent article, la facture dont les prix sont exprimés dans une autre unité monétaire que l'euro ne sera pas traitée et est retournée au titulaire dans les meilleurs délais. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à la réception, par HAROPA PORT | Paris, de la facture exprimée intégralement en euros.

À ce titre, les prix proposés dans l'offre du titulaire sont réputés intégrer les frais relatifs aux taux de change.

## **4.2. Contenu des prix**

En complément à l'article 10 du CCAG – MOE, les prix contractuels de l'accord-cadre prennent en compte toutes les dépenses nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre ou toute autre charge afférente, à l'exception des sujétions mentionnées à l'accord-cadre comme n'étant pas couvertes par les prix contractuels.

Ils comprennent notamment :

- La livraison des fournitures, équipements et matériaux nécessaires à l'exécution des prestations ;
- L'exécution des prestations dans les conditions prévues à l'accord-cadre ou aux bons de commande émis par HAROPA PORT | Paris en application du présent accord-cadre ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation ;
- les frais généraux du titulaire ;
- la main d'œuvre ;
- les frais éventuels de déplacement, de transport ou d'hébergement du personnel du titulaire ;
- la participation aux réunions éventuellement prévues à l'accord-cadre pour l'exécution des prestations ;
- les contrôles qualité effectués par le titulaire ;
- les conséquences directes et indirectes liées aux décisions à la suite des opérations de vérifications ;
- la réparation, par le titulaire, des dommages éventuels qu'il aurait causés lors de l'exécution des prestations ;
- les frais liés aux démarches et formalités réglementaires, législatifs ou contractuelles ;
- les marges pour risques ;
- les marges bénéficiaires.

**En cas de cotraitance**, les prix de l'accord-cadre couvrent les dépenses du mandataire, notamment pour son action de coordination des cotraitants et les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des cotraitants ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Dans le cas où l'accord-cadre mentionne un paiement séparé à chaque cotraitant, les prix afférents à la partie de l'accord-cadre exécutée par un cotraitant sont réputés comprendre les dépenses et marges du cotraitant pour l'exécution de la partie de l'accord-cadre qu'il a à exécuter, y compris éventuellement les charges du mandataire.

**En cas de recours à la sous-traitance**, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de la coordination et du contrôle assurés par le titulaire, ainsi que les conséquences éventuelles des défaillances des entreprises auxquelles il s'est adressé.

#### **4 -3. Variation des prix**

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont prises en compte selon les modalités de révision fixées par l'article 10.1.1 du CCAG MOE.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo (défini à l'acte d'engagement).

Les prix sont révisables.

##### **4-3-1. Formule de révision des prix**

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P1 = Po [0,15 + 0,85 (In/Io)]$$

Dans laquelle :

P1 = prix révisé HT

Po = prix initial HT de l'accord-cadre

In = dernier indice connu à la date de la révision des prix

Io = indice au mois Mo

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. Il est appliqué à chaque prix révisable.

I = Indice servant à l'actualisation soit : Io et Im sont les valeurs prises par l'index **ING** – ingénierie base 2010 diffusé par l'INSEE respectivement au mois m0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par l'accord-cadre.

##### **4-3-2. Périodicité de la révision des prix**

Les prix sont révisés semestriellement, par application à chaque prix du BP de la formule décrite ci-dessus.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

#### **4-4. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord-cadre, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA française conformément à la réglementation française en matière de TVA. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.



Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA :

- le maître d'œuvre étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par HAROPA PORT | Paris et mentionner les dispositions du code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le maître d'œuvre,
- le maître d'œuvre étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au maître d'œuvre à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par HAROPA PORT | Paris. HAROPA PORT | Paris règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au maître d'œuvre.

#### **4-5. Modalités de paiement**

Les paiements seront effectués par virement au compte indiqué par le maître d'œuvre dans son acte d'engagement.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception par HAROPA PORT | Paris de la facture conforme et justifiée.

En cas de retard de paiement, le maître d'œuvre a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **4-6. Paiement des cotraitants**

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations à condition d'avoir fourni la répartition de la rémunération entre cotraitant dans chaque bon de commande.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à HAROPA PORT | Paris la demande de paiement (facture).

#### **4-7. Paiement des sous-traitants**

Les sous-traitants doivent préalablement à leurs prestations être déclarés et agréés par HAROPA PORT | Paris (formulaire DC4).

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom HAROPA PORT | Paris au maître d'œuvre de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du maître d'œuvre contre récépissé.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à HAROPA PORT | Paris .

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à HAROPA PORT | Paris, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le maître d'œuvre a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

HAROPA PORT | Paris adresse sans délai au maître d'œuvre une copie des factures produites par le sous-traitant.

HAROPA PORT | Paris procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par le CCAG MOE. Ce délai court à compter de la réception par HAROPA PORT | Paris de l'accord, total ou partiel, du maître d'œuvre sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au troisième alinéa si, pendant ce délai, le maître d'œuvre n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par HAROPA PORT | Paris de l'avis postal mentionné au quatrième alinéa.

HAROPA PORT | Paris informe le maître d'œuvre des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

## **Article 5. Modalités d'exécution des prestations**

### ***5-1. Lieux d'exécution***

Le périmètre d'exécution de l'accord-cadre est à Paris, en Ile-de-France sur les ports suivants :

- Port de la Gare,
- Port de Javel Bas,
- Port de Grenelle,
- Port de la Rapée,
- Port de Suffren,
- Port de Debilly.

Les lieux d'exécution des prestations sont définis, le cas échéant, avec HAROPA PORT | Paris dans chaque bon de commande.

### ***5-2. Pilotage de l'accord-cadre***

Le pilotage général de l'accord-cadre est assuré par l'Agence Paris Seine.

### ***5-3. Exécution des bons de commande***

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation.

Les bons de commande sont émis par HAROPA PORT | Paris au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande, au fur et à mesure des besoins et de l'avancement de l'accord-cadre sur la base du Bordereau des Prix de l'accord-cadre. Chaque commande sera matérialisée par un **engagement juridique** écrit, daté et validé par HAROPA PORT | Paris et adressé au titulaire.

Les bons de commande comportent, *a minima*, les mentions suivantes :

- 1) Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- 2) Le nom du représentant de l'Agence chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre,

- 3) La date, le numéro et l'intitulé du présent accord-cadre,
- 4) La date d'émission et le numéro du bon de commande,
- 5) La dénomination des prestations commandées,
- 6) Le lieu d'exécution,
- 7) Les quantités des prestations commandées,
- 8) Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande,
- 9) La date ou période d'exécution des prestations commandées,
- 10) Le prix unitaire des prestations,
- 11) Le montant hors taxe total du bon de commande,
- 12) Le taux de TVA applicable,
- 13) Le montant de la TVA et le montant TTC.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de HAROPA PORT | Paris peuvent être honorés par le titulaire. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier, à peine de forclusion, au signataire du bon de commande ou au représentant HAROPA PORT | Paris dans un délai de **quinze (15) jours** calendaires à compter de la date de réception du bon de commande.

En complément à l'article 3.7 du CCAG – Travaux, en cas d'acceptation par HAROPA PORT | Paris des réserves formulées par le titulaire, celui-ci lui notifie un bon de commande rectificatif.

En l'absence de bon de commande rectificatif, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

#### **5-4. Délais d'exécution**

##### **5-4-1. Fixation des délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés pour chaque commande dans le bon de commande relatif aux prestations à réaliser.

##### **5-4-2. Point de départ des délais d'exécution**

Le délai d'exécution de l'accord-cadre court à compter de la date sa notification.  
Le délai d'exécution d'un bon de commande court à compter de la date inscrite dans le bon de commande notifié au titulaire, ou à défaut à la date de réception de la notification du bon de commande par le titulaire.

##### **5-4-3. Décompte des délais d'exécution**

Le décompte des délais d'exécution s'effectue conformément aux dispositions de l'article 15 du CCAG – MOE.

#### 5-4-4. Expiration des délais d'exécution

Les délais d'exécution expirent à parfaite exécution des missions objets des bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis tout au long du présent accord-cadre sans pouvoir excéder une durée d'exécution de **six (6) mois** au-delà de la date de fin du présent accord-cadre.

#### 5-4-5. Prolongation des délais d'exécution

La prolongation des délais d'exécution intervient dans les conditions de l'article 15.3.1 du CCAG – MOE.

### **5-5. Ajournement des prestations**

L'ajournement des prestations peut être décidé par le représentant HAROPA PORT | Paris, notamment lors des périodes de crue.

Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les prestations ont été interrompues pendant plus **d'une (1) année**, le titulaire a le droit d'obtenir la résiliation de l'accord-cadre, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée **d'un (1) an** indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze (15) jours, demandé la résiliation.

### **5-6. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent accord-cadre.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre est membre du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions.

## **Article 6. Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux**

Dans le cadre de sa présente mission, le maître d'œuvre est chargé de faire appliquer les dispositions du contrat de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître de l'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

### **6-1. Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des contrats de travaux" incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

### **6-2. Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des contrats de travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du Maître d'Ouvrage des ordres de service relatifs à :

- la notification de la date de commencement des travaux,
- la prolongation du délai d'exécution,
- la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus,
- la notification du projet et du décompte général,
- un choix de matériaux ou de produits de remplacement,

De même, tout ordre de service ayant une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre correspondant ne peut être notifié par le maître d'œuvre qu'après accord écrit du maître d'ouvrage donné sur la base d'un rapport motivant le dépassement.

## **Article 7. Délais d'exécution et pénalités**

Les pénalités assorties aux délais de chaque élément de mission précisés ci-après, sont applicables au projet :

Elément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
<b>VISA</b>	Pour chaque document faisant l'objet d'un contrôle et d'un visa du maître d'œuvre (documents exécution, Plans, note de calcul, etc.	15 jours	50€/document
	Première présentation au visa	15 jours	50€/document
	Présentation après modification (s)	10 jours	50€/document
<b>DET</b>	Compte rendu de réunion de chantier	2 jours	50€
	Compte rendu de réunion autre	7 jours	50 €

	Constats	1 jour	50€
	Notification des décisions	7 jours	50€
	Acte spécial de sous-traitance	7 jours	200€ dans la limite de 14 jours
	Projets de décompte	15 jours	200€ dans la limite de 14 jours
<b>OPC</b>	Calendrier des documents d'exécution	10 jours	150€
	Calendrier détaillé	15 jours	150€
	Mise à jour du calendrier détaillé	10 jours	150€
<b>AOR</b>	Transmission du PV des OPR au maître d'ouvrage	10 jours	500€ dans la limite de 35 jours
	Examen des désordres	20 jours	200€
	Transmission du PV de levée des réserves	20 jours	500 €
	Constitution du (ou des) dossier(s) des ouvrages exécutés	20 jours	500 €

## Article 8. Obligations générales des parties

### 8-1. *Obligation HAROPA PORT | Paris*

#### 8-1-1. *Représentation HAROPA PORT | Paris*

Dès la notification de l'accord-cadre, HAROPA PORT | Paris désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par HAROPA PORT | Paris en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'œuvre dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant HAROPA PORT | Paris.

Sa mission est axée sur :

- l'interface entre le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage : il fait remonter les informations à la direction de l'Agence Paris Seine et fait passer les consignes à l'équipe dédiée à l'accord-cadre ;
- le contrôle de la bonne exécution des prestations, du suivi des consignes, de la tenue des agents, etc. Le cas échéant, il constate les manquements aux dispositions de l'accord-cadre et demande l'application de pénalités.

#### 8-1-2. *Forme des notifications et des informations*

##### a) *Échanges d'informations et correspondances*

La notification au maître d'œuvre des décisions ou informations HAROPA PORT | Paris qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au maître d'œuvre, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;

- soit par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- soit par échanges dématérialisés. En effet, les parties peuvent décider de mettre en place un système d'échange de données informatisées en cours d'exécution de l'accord-cadre, sous réserve qu'il présente les mêmes garanties de traçabilité que l'écrit ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

La date de référence prise en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement de ces informations, est la date de notification (date de réception) des décisions et des informations transmises dans les conditions prévues au présent article.

Cette notification peut être faite à l'adresse du maître d'œuvre mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les parties conviennent qu'en cas de conflit entre un écrit sur support papier et un écrit sur support électronique, l'écrit sur support papier prévaut.

Cet article complète l'article 3.1 du CCAG – MOE.

#### b) Ordres de service

Les ordres de service sont écrits ; ils sont signés par HAROPA PORT | Paris, datés, numérotés et notifiés au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre en accuse réception datée.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

En cas d'acceptation par HAROPA PORT | Paris des réserves formulées par le maître d'œuvre, HAROPA PORT | Paris notifie au maître d'œuvre un ordre de service rectificatif.

En l'absence d'ordre de service rectificatif, le maître d'œuvre se conforme à l'ordre de service qui lui est notifié, que celui-ci ait ou non fait l'objet d'observation de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des réserves à la Maîtrise d'ouvrage.

Cet article complète l'article 3.8 du CCAG MOE.

#### 8-1-3. Données d'entrée

HAROPA PORT | Paris fournit l'ensemble des données d'entrée nécessaires au maître d'œuvre pour exécuter l'accord-cadre.

## **8-2. Obligation du maître d'œuvre**

### **8-2-1. Représentation du maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre est représenté, pour toute la durée de l'accord-cadre, par un interlocuteur chargé du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet interlocuteur est désigné dans le mémoire technique du maître d'œuvre. Il est l'interlocuteur unique HAROPA PORT | Paris

Il est notamment responsable de la bonne gestion et de la bonne exécution des prestations de l'accord-cadre.

### **8-2-2. Obligation d'informer HAROPA PORT | Paris de tout changement de situation**

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai à HAROPA PORT | Paris, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

L'accord-cadre étant conclu avec le maître d'œuvre en considération de sa personne, toute cession totale ou partielle de l'accord-cadre par le maître d'œuvre, à titre gracieux ou onéreux, est formellement interdite sans l'accord préalable et express HAROPA PORT | Paris.

Nonobstant ce qui précède, le maître d'œuvre est autorisé, sous réserve d'en informer préalablement HAROPA PORT | Paris, à céder l'accord-cadre à toute entité juridique, appartenant au même groupe, telle que définie à l'article L 233-3 du code de commerce.

En cas de changement dans le contrôle du maître d'œuvre, le maître d'œuvre doit informer HAROPA PORT | Paris de ce changement par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours de sa survenance.

En cas de changement de contrôle, HAROPA PORT | Paris peut résilier l'accord-cadre avec un effet immédiat et sans que le maître d'œuvre ne puisse prétendre à aucune indemnité dès lors que cette modification est susceptible :

- d'entraîner des modifications dans les conditions d'exécution des prestations par le maître d'œuvre,
- d'affecter la capacité du maître d'œuvre à exécuter les prestations.



### 8-2-3. Obligation de conseil

Le maître d'œuvre a une obligation permanente de conseil HAROPA PORT | Paris dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'engage à informer sans délai HAROPA PORT | Paris ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre.

### 8-2-4. Obligations relatives à l'équipe et au personnel du maître d'œuvre

#### a) Qualification de l'équipe du maître d'œuvre

De manière générale, le maître d'œuvre s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre un personnel disposant des qualifications nécessaires à la bonne exécution des prestations.

#### b) Obligation relative au personnel à l'expiration de l'accord-cadre

L'attention du maître d'œuvre sortant est tout particulièrement attirée sur les dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail et de la Convention Collective Nationale des Activités du Déchet (CCNAD) du 11 mai 2000 organisant le transfert des contrats de travail entre employeurs successifs, susceptibles de s'appliquer aux personnels affectés à l'exécution de l'accord-cadre, à l'expiration normale ou anticipée de ces derniers et quelle qu'en soit la cause.

Le maître d'œuvre s'engage par ailleurs à remettre à HAROPA PORT | Paris, au plus tard 4 mois avant l'échéance du présent accord-cadre, toutes les informations relatives à la masse salariale concernée, aux personnels et aux conventions collectives applicables.

Pendant une période de 4 mois précédant le terme de l'accord-cadre, ou pendant la durée de la période de préavis en cas de résiliation, le maître d'œuvre doit recueillir l'accord exprès HAROPA PORT | Paris avant toute modification substantielle et durable des conditions d'emploi et de rémunération du personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre, notamment pour toute création de poste ou promotion.

Durant cette même période, il transmet à HAROPA PORT | Paris la copie de toutes les décisions, contrats et avenants, non nominatifs, relatifs à la gestion du personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre.

#### c) Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Dans l'objectif d'offrir la qualité de prestation souhaitée, le personnel proposé par le maître d'œuvre de l'accord-cadre doit être habilité au préalable par le Responsable d'exécution de l'agence Paris Seine.

Par ailleurs, le maître d'œuvre prend toute mesure raisonnable pour assurer la stabilité de l'équipe dédiée à l'accord-cadre.

HAROPA PORT | Paris ne peut s'opposer à une démission / mutation d'un salarié du maître d'œuvre, mais doit être tenue informée des conséquences éventuelles sur l'exécution de l'accord-cadre.

Pour l'ensemble de l'équipe dédiée, lorsque cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le maître d'œuvre doit :

- en aviser, sans délai, HAROPA PORT | Paris et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

- proposer à HAROPA PORT | Paris un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le maître d'œuvre est considéré comme accepté par HAROPA PORT | Paris, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si HAROPA PORT | Paris récusé le remplaçant, le maître d'œuvre dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par HAROPA PORT | Paris est motivée.

À défaut de proposition de remplaçant par le maître d'œuvre ou en cas de récusation des remplaçants par HAROPA PORT | Paris, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

Afin de limiter les impacts, sur l'exécution de l'accord-cadre, du remplacement des intervenants, le maître d'œuvre a l'obligation de prendre à sa charge le transfert de compétences de l'intervenant sortant vers l'intervenant entrant.

Plus particulièrement, pour l'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution de l'accord-cadre (représentant du maître d'œuvre), cette personne doit être remplacée pendant ses congés ou en cas de maladie. À cet effet, Le maître d'œuvre communique au plus tard 48 heures avant toute absence les noms et prénoms du remplaçant proposé. La personne proposée comme remplaçant possède des compétences et une expérience similaires à l'intervenant habituel.

HAROPA PORT | Paris peut à tout moment demander le remplacement du représentant du maître d'œuvre en cas de problèmes répétés ou d'incidents graves. Dans ce cas, le maître d'œuvre doit proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans un délai d'un mois à compter de la demande HAROPA PORT | Paris.

#### 8-2-5. Obligations en matière de cotraitance

##### a) Rôle du mandataire

Dans le cas d'un groupement, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis HAROPA PORT | Paris et coordonne les prestations des membres du groupement.

Ainsi, le mandataire est l'interlocuteur privilégié HAROPA PORT | Paris pendant toute la durée de l'accord-cadre. A ce titre, le mandataire est destinataire de l'ensemble des correspondances de l'accord-cadre émises par HAROPA PORT | Paris vers le maître d'œuvre. En conséquence, le mandataire du groupement assume la responsabilité de la transmission de l'information et des exigences émanant HAROPA PORT | Paris aux autres membres du groupement.

En outre, en sa qualité d'interlocuteur privilégié HAROPA PORT | Paris, le mandataire s'oblige à prévenir sans délai HAROPA PORT | Paris de toute modification tenant au groupement et/ou à un ou plusieurs membres du groupement pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Dans le cas d'un groupement conjoint, il est rappelé que le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard HAROPA PORT | Paris, et ce jusqu'à la date d'échéance des obligations découlant de l'exécution du présent accord-cadre.

b) Défaillance d'un des membres du groupement

**Lorsque la défaillance concerne le mandataire d'un groupement**, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de trente jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par HAROPA PORT | Paris d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin de l'accord-cadre à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

**Lorsque la défaillance concerne un cotraitant autre que le mandataire**, ce dernier devra se substituer au cotraitant défaillant. Toutefois, HAROPA PORT | Paris se réserve la faculté, selon le cas d'espèce :

- d'accepter un nouveau plan de sous-traitance lié à la substitution d'un membre du groupement par un sous-traitant, sous réserve de démonstration faite par le mandataire de l'équivalence du niveau de capacité ayant prévalu à l'attribution du contrat et à la reprise intégrale des engagements contenus dans l'offre par le mandataire,
- d'accepter la reprise de l'ensemble des prestations par le mandataire sous réserve de démonstration faite par celui-ci qu'il est en capacité de réaliser seul la reprise des obligations contractuelles et leur bonne exécution.

8-2-6. Obligations en matière de sous-traitance

Conformément à l'article L2193-3 du code de la commande publique, le maître d'œuvre de l'accord-cadre peut recourir à de la sous-traitance pour l'exécution des prestations.

La sous-traitance totale de l'ensemble des prestations dévolues au maître d'œuvre est strictement interdite.

Le maître d'œuvre de l'accord-cadre, qui veut en sous-traiter une partie, doit présenter une demande écrite à HAROPA PORT | Paris d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, HAROPA PORT | Paris notifie au maître d'œuvre et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le maître d'œuvre de l'accord-cadre fait connaître à HAROPA PORT | Paris le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

a) Sous-traitance directe

Le maître d'œuvre de l'accord-cadre, qui veut en sous-traiter une partie, doit présenter une demande écrite à HAROPA PORT | Paris d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

À cet effet, il présente un dossier de sous-traitance, établi en trois exemplaires, et qui comprend les pièces suivantes :

- Le formulaire DC 4 « Déclaration de sous-traitance » intégralement complété et signé par les parties.

Ce formulaire, « Déclaration de sous-traitance », sera accompagné d'un dossier technique qui fera apparaître :

- les capacités financières, techniques et professionnelles (notamment la liste des moyens humains et matériels), ainsi qu'une liste la plus exhaustive possible des références du sous-traitant présenté pour des prestations de même nature que ceux sous-traités,
- une attestation d'assurance correspondant aux polices souscrites par le maître d'œuvre de l'accord-cadre pour la partie sous traitée,
- un RIB ou un RIP du sous-traitant présenté,
- un extrait Kbits, ou certificat d'immatriculation au RCS (datant de moins de 3 mois).

Le montant ainsi que la nature des prestations confiées au sous-traitant doivent clairement apparaître dans le formulaire DC4. La mise à jour des DC4 est effectuée en amont de l'émission de chaque bon de commande. Le maître d'œuvre doit veiller à ce que le montant n'excède ceux des bons de commande émis.

Le montant des prestations sous-traitées doit être établi sur la base d'établissement des prix de l'accord-cadre (mois "zéro" défini à l'acte d'engagement).

Si, au cours de la vie de l'accord-cadre, l'étendue des prestations confiées au sous-traitant est modifiée (en plus ou en moins), le maître d'œuvre transmettra un acte spécial modificatif conforme au modèle joint, et dans les mêmes conditions que pour l'acte spécial initial.

Lors de l'émission de chaque bon de commande, de même qu'en cours d'exécution du bon de commande, en cas de modification du montant, le maître d'œuvre remet sa proposition signée, assortie obligatoirement des mentions sur la sous-traitance suivantes :

Recours à la sous-traitance : oui /non (rayer la mention inutile)

Dans l'affirmative et si le sous-traitant a déjà été accepté ou va être présenté à l'acceptation d'HAROPA PORT | Paris au moyen du formulaire DC4 :

Nom, adresse et numéro de SIRET du sous-traitant.

Indication du montant du prix des prestations sous-traitées dans le cadre du bon de commande.

En cas de non-respect de l'obligation mentionnée à l'alinéa précédent, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité forfaitaire de 500 € HT.

La notification du bon de commande au maître d'œuvre emporte agrément de la proposition du maître d'œuvre mentionnant le montant des sommes à verser par HAROPA PORT | Paris au sous-traitant direct du maître d'œuvre.

#### b) Sous-traitance indirecte

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance indirecte, appelée aussi sous-traitance de second rang et plus, le donneur d'ordre (sous-traitant de rang immédiatement inférieur) transmet à HAROPA PORT | Paris pour acceptation et agrément via le maître d'œuvre :

- une déclaration de sous-traitance de rang supérieur à un correctement complétée et signée,
- accompagnée de l'ensemble des pièces demandées au 8.2.6 a) du présent document,

- ainsi qu'une copie de la caution personnelle et solidaire que le sous-traitant donneur d'ordre a l'obligation de fournir à son sous-traitant pour lui garantir ses conditions de paiement.

## **Article 9. Protection des données personnelles**

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le maître d'œuvre s'engage à effectuer pour le compte d' HAROPA PORT | Paris des opérations de traitement de données à caractère personnel entrant dans le champ d'application du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** » ou « **RGPD** »), ainsi que de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En préambule, le maître d'œuvre déclare qu'il présente les garanties nécessaires quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements de données répondent aux exigences du RGPD et garantissent la protection et l'exercice des droits des personnes concernées.

### **9-1. Description du traitement**

Le maître d'œuvre est autorisé dans le cadre du présent accord-cadre à traiter pour le compte d'HAROPA PORT | Paris des données à caractère personnel permettant de fournir les prestations décrites dans le cahier des charges.

Il est expressément entendu que les traitements réalisés sur les données ont pour stricte finalité la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre. Aucun traitement de données dérogeant ne pourra être exercé sans autorisation préalable d'HAROPA PORT | Paris.

### **9-2. Obligations du maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** exposé ci-dessus.
2. traiter les données **conformément aux instructions d'HAROPA PORT | Paris**. Si le maître d'œuvre considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en **informera immédiatement** HAROPA PORT | Paris. En outre, le maître d'œuvre s'interdit de procéder à un transfert de données vers un pays tiers.
3. **garantir la sécurité et la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre et en particulier à empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à les recevoir.
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent accord-cadre s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
5. à ne faire aucune copie des données sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution des obligations du présent accord-cadre.

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### **9-3. Obligations du HAROPA PORT | Paris**

HAROPA PORT | Paris s'engage à veiller, au préalable et pendant toute la durée de l'accord-cadre, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données.

### **9-4. Sous-traitance**

Dans le cas où le maître d'œuvre ferait appel à de la sous-traitance pour la réalisation de prestations décrites dans le cadre du présent accord-cadre, il devra, en complément des obligations décrites dans l'article 8-2-4, indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne pourra être effectuée que HAROPA PORT | Paris a donné son autorisation écrite préalable.

Le sous-traitant sera tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de HAROPA PORT | Paris. Il appartient au maître d'œuvre de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements répondent aux exigences du RGPD. Le maître d'œuvre demeurera pleinement responsable devant HAROPA PORT | Paris de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le maître d'œuvre s'engage à intégrer dans son contrat de sous-traitance les clauses de l'article 28 du RGPD.

### **9-5. Aide du maître d'œuvre et droit des personnes concernées**

Dans la mesure du possible, le maître d'œuvre devra aider HAROPA PORT | Paris à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées et notamment droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition...

Le maître d'œuvre devra après en avoir informé HAROPA PORT | Paris, répondre, au nom et pour son compte de ce dernier et dans les délais prévus par le RGPD aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

D'une manière plus générale, le maître d'œuvre aidera HAROPA PORT | Paris pour la réalisation de ses obligations relatives au respect des exigences imposées par le RGPD.

### **9-6. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le maître d'œuvre notifiera à HAROPA PORT | Paris toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification sera accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à HAROPA PORT | Paris, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Sous réserve de l'accord express préalable de HAROPA PORT | Paris, le maître d'œuvre pourra notifier à l'autorité de contrôle compétente (CNIL), au nom et pour le compte de HAROPA PORT | Paris, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

### **9-7. Délégué à la protection des données**

Le maître d'œuvre communique à HAROPA PORT | Paris, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

### **9-8. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le maître d'œuvre s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de HAROPA PORT | Paris, conformément aux règles édictées par le RGPD.

### **9-9. Sort des données**

Au terme du présent accord-cadre, et quelque'un soit le motif, le maître d'œuvre s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel ou à renvoyer toutes les données à caractère personnel à HAROPA PORT | Paris selon les modalités définies par le présent accord-cadre.

Le renvoi devra s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les éventuels systèmes d'information du maître d'œuvre. Il devra justifier par écrit de cette destruction.

## **Article 10. Obligations de confidentialité**

Le maître d'œuvre et HAROPA PORT | Paris qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le maître d'œuvre doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au accord-cadre.

## **Article 11. Achèvement de la mission**

La mission du maître d'œuvre s'achève à l'expiration de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Fin du délai de garantie particulière des « bons de commande de l'opération » ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, soit amiablement soit judiciairement.
- Règlement, soit amiable, soit judiciaire des réclamations présentées au titre des décomptes généraux des « bons de commande de l'opération ».

En tant que de besoin, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre examineront les conditions dans lesquelles il pourrait être dérogé aux règles ci-dessus en cas de règlement par voie judiciaire de la levée des réserves et/ ou des réclamations sur les décomptes généraux des « bons de commande ».

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

## **Article 12. Modalités de paiement**

### **12-1. Avance**

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire pour l'accord-cadre, dans les conditions suivantes :

Pour le présent marché dans la mesure où le montant global est supérieur à 50 000,00 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à cinq (5) % du montant initial, toutes taxes comprises, de l'accord-cadre si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Si le maître d'œuvre du présent accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 30 % du montant initial, toutes taxes comprises, si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,00 % d'une somme égale à douze fois le montant de l'accord-cadre divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance de l'accord-cadre s'effectuera dans les conditions suivantes :

- Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint ou dépasse 65,00 % du montant de l'accord-cadre ;
- Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant de l'accord-cadre.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.



Le montant de l'avance n'est ni actualisé, ni révisé.

### **Le maître d'œuvre peut renoncer au versement de l'avance.**

Le montant de l'avance n'est ni actualisé, ni révisé.

Ces avances ne sont dues au titulaire que sur la part qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Si le maître d'œuvre de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le maître d'œuvre s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le HAROPA PORT | Paris dès la notification de l'acte spécial.

Le versement de l'avance intervient à compter de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

### Marché passé avec un groupement conjoint

Les stipulations qui précèdent sont applicables à chaque cotraitant dès lors que sa part de l'accord-cadre est au moins égale au montant déclenchant l'avance. Le régime du remboursement, s'applique au mandataire et à chacun des cotraitants en fonction de l'avancement des prestations de chacun.

### Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le taux applicable, les conditions de versement et les conditions de remboursement sont les mêmes que ceux appliqués au titulaire de l'accord-cadre.

En revanche, le calcul du montant de cette avance est apprécié par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans l'acte de sous-traitance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

## **12-2. Paiement**

Le règlement des décomptes, factures ou mémoires sera effectué par le système de gestion informatique des marchés (de type MARCO).

Les comptes seront réglés après exécution des prestations sur présentation de factures faisant référence à la prestation correspondante.

Toutefois, dans le cas où la durée de l'accord-cadre excède deux mois, le règlement des prestations interviendra par acomptes mensuels sur présentation de justificatifs de l'avancement des prestations.

Le maître d'œuvre peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

### **12-3. Présentation des factures / demandes de paiement**

Les factures (demandes de paiement) doivent être adressées par voie électronique (via le portail Chorus PRO).

Ces factures doivent être établies selon le modèle fourni par HAROPA PORT | Paris et doivent notamment comporter les éléments suivants :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord cadre ;
- le numéro de l'engagement juridique ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le prix unitaire ;
- l'indice de révision ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord cadre, hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

### **12-4. Contrôle des factures par HAROPA PORT | Paris**

La date de réception de la facture est constatée par HAROPA PORT | Paris.

HAROPA PORT | Paris ou son représentant vérifie les projets de factures, les rectifie le cas échéant.

Elle arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la facture, il le notifie ainsi arrêté au maître d'œuvre.

Les projets de facture ainsi acceptés ou modifiés et complétés permettent au maître d'œuvre d'établir les factures valant demandes de paiement.

En cas de contestation par HAROPA PORT | Paris des sommes dont le paiement est présenté dans les factures, le maître d'œuvre donnera tous les éclaircissements utiles. Le délai de paiement des sommes contestées sera suspendu jusqu'à l'obtention des justifications précitées par le maître d'œuvre.

## **12-5. Modalités de paiement**

Les paiements seront effectués par virement au compte indiqué par le maître d'œuvre dans son Acte d'Engagement.

Le délai de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception par HAROPA PORT | Paris de la facture conforme et justifiée.

En cas de retard de paiement, le maître d'œuvre a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40,00 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **12-6. Paiement des cotraitants**

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations à condition d'avoir fourni la répartition de la rémunération entre cotraitant pour l'accord-cadre.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à HAROPA PORT | Paris la demande de paiement (facture).

## **12-7. Paiement des sous-traitants**

Les sous-traitants doivent préalablement à leurs prestations être déclarés et agréés par HAROPA PORT | Paris (formulaire DC4).

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de HAROPA PORT | Paris au titulaire de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de **quinze (15) jours** à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au HAROPA PORT | Paris.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au HAROPA PORT | Paris, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le maître d'œuvre a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

HAROPA PORT | Paris adresse sans délai au maître d'œuvre une copie des factures produites par le sous-traitant.

HAROPA PORT | Paris procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 12 du présent CCAP. Ce délai court à compter de la réception par HAROPA PORT | Paris de l'accord, total ou partiel, du maître d'œuvre sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au troisième alinéa si, pendant ce délai, le maître d'œuvre n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par HAROPA PORT | Paris de l'avis postal mentionné au quatrième alinéa.

HAROPA PORT | Paris informe le maître d'œuvre des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

## **Article 13. Règlement des litiges / Résiliation**

### ***13.1. Règlement des litiges***

Les dispositions de l'article 35 du CCAG – MOE s'appliquent au présent marché.

### ***13.2. Résiliation***

Les dispositions des articles 27 à 34 du CCAG – MOE s'appliquent au présent marché.  
L'article 28 du CCAG-MOE est complété par la présente clause de résiliation relative à l'arrêt de l'exécution des prestations.

Les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le maître d'ouvrage peut décider, au terme de chacune de ces parties techniques (identifiées et assorties d'un montant.), soit de sa propre initiative, soit à la demande du maître d'œuvre, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation de l'accord-cadre.